

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le mardi 16 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Storengy

LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1
95770 Saint-Clair-Sur-Epte

Références : UD95-2025-0676

Hélios : **63159**

Code AIOT : 0006507291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement Storengy implanté LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Storengy
- LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte
- Code AIOT : 0006507291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite des installations de stockage souterrain de gaz sur la commune de Saint-Clair-sur-Epte (exploitation réduite) relevant du régime de l'autorisation et classées SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Suite des dernières inspections
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défense incendie_Bassin d'eau	Arrêté Interpréfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
3	Défense incendie_Poteau incendie	Arrêté Interpréfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
4	Défense incendie_Pomperie	Arrêté Interpréfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
5	Défense incendie_moyens d'intervention	Arrêté Interpréfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Contenu du Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	6 mois
7	Vérifications des MMR passives thermiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	ATEX	Code de l'environnement, article L.557-4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
9	ATEX	Code de l'environnement , article L.557-30	Sans objet
10	Incident MSU compression	Code de l'environnement, article R.512-69	Observation n° 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le réseau incendie du site n'est pas disponible depuis presque une année, en raison de la défaillance d'une canalisation enterrée et l'exploitant n'a pas de perspective de remise en conformité à court terme, ce qui constitue un écart notable par rapport à son arrêté préfectoral. D'autres écarts sont également identifiés concernant la défense contre l'incendie. Bien que des dispositions compensatoires aient été définies, en lien avec le SDIS, une défense incendie fonctionnelle doit être rétablie ou de nouvelles dispositions garantissant un niveau de sécurité équivalent doivent être définies et mises en œuvre, par l'exploitant, après accord de l'Inspection. L'Inspection propose donc à Monsieur le préfet d'encadrer la remise en conformité par un arrêté de mise en demeure.

Il apparaît qu'une mesure de maîtrise de risques n'a pas fait l'objet d'un contrôle approfondi par une société spécialisée depuis au moins 2 ans, alors que l'Inspection a alerté l'exploitant sur le sujet lors des deux dernières visites. L'Inspection propose également à Monsieur le préfet d'encadrer la remise en conformité sur ce sujet par un arrêté de mise en demeure.

Enfin, l'exploitant a engagé des travaux sur le sujet de la conformité des équipements situés en zone ATEX, avec la réalisation d'un audit d'adéquation en décembre 2024. Celui-ci relève de multiples non-conformités. Il est attendu que l'exploitant définisse un plan d'action pluriannuel en tenant compte, notamment, des enjeux de sécurité, pour s'assurer de l'adéquation du niveau de protection des équipements vis-à-vis des zones ATEX dans lesquelles ils se trouvent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prise en compte du REX
Prescription contrôlée : Article 47 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. Annexe I point 6 de l'arrêté du 26 mai 2014 Surveillance des performances : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Rapport d'inspection du vendredi 13 décembre 2024

Observation n°1 : L'inspection constate que l'exploitant intègre bien le retour d'expérience pour prévenir les risques majeurs sur son site conformément à sa politique de prévention des accidents majeurs. Néanmoins, le délai de mise en œuvre n'est pas satisfaisant. En effet, trois ans après l'accident d'Ars-sur-Formans, la procédure modifiée du REX est toujours en mode projet et non effective sur le terrain. Enfin, l'inspection déplore la transmission d'une note d'analyse indiquant une action réalisée alors qu'elle n'a pas été mise en œuvre sur le terrain.

Constats :

L'exploitant indique que la procédure STY-PRO-0129 est toujours en cours de finalisation au niveau national car les modifications de la procédure ne sont pas uniquement liées à l'accident d'Ars-sur-Formans. Néanmoins, l'exploitant indique que les éléments concernant le retour d'expérience d'Ars-sur-Formans ont été validés par les cadres exploitation de chaque site et sont déjà mis en pratique.

L'exploitant indique que les éléments relatifs au REX de l'accident d'Ars-sur-Formans ont été présentés lors de la réunion métier exploitation (réunion mensuelle) du 17 septembre 2024. L'exploitant présente en séance le diaporama de cette réunion. L'ordre du jour aborde effectivement le REX accident Ars-sur-Formans et les mesures immédiates qui ont été prises. L'analyse de l'accident est également présentée ainsi que les actions engagées. La présentation se focalise également sur le projet de révision D de la procédure STY-PRO-129.

L'exploitant précise que la majorité des révisions de cette procédure concernant l'accident d'Ars-sur-Formans sont des précisions apportées et transcrites d'actions ou procédures en réalité déjà mises en place sur le site de Saint-Clair-sur-Epte.

L'inspection n'a pas de remarque à formuler et considère que l'exploitant a tenu compte de l'observation n°1 issue du rapport d'inspection du 13 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense incendie_Bassin d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose a minima sur le site de la station centrale de :

- 2 bassins d'eau incendie : 1 bassin de 750 m³ et un autre de 120 m³ implanté à proximité de la zone tertiaire le long du CR15. Ces bassins sont équipés de prises d'eau munies de raccords "pompiers" normalisés. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé;

[...]

Rapport d'inspection du 13 décembre 2024

Observation n°2 : l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le trait de niveau soit correctement atteint pour le bassin de 750 m³.

Observation n°3 : l'inspection demande à l'exploitant d'apporter des éléments permettant de

vérifier la quantité d'eau effective dans la cuve enterrée.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010, le bon fonctionnement des prises d'eau n'est pas périodiquement contrôlé. Il convient que ces contrôles soient réalisés sur les prises du bassin et de la cuve enterrée.

Constats :

Par mail en date du 20/11/2025, l'exploitant transmet les photos attestant du remplissage conforme du bassin de 750 m³. Lors de la visite, l'Inspection constate que le trait de niveau pour le bassin de 750 m³ est correctement atteint. L'inspection n'a plus de remarque à formuler s'agissant de l'observation n°2 du rapport d'inspection du 13 décembre 2024.

Par mail en date du 20/11/2025, l'exploitant transmet les photographies attestant du remplissage du réservoir enterré de 120m³. Les images montrent le remplissage à ras bord de la cuve, les raccordements d'entrée (en eaux pluviales) et de sortie ainsi que le raccordement de sortie destiné aux pompiers. L'exploitant indique par ailleurs que le réservoir n'étant pas exposé à un risque d'évaporation, ce dernier a mis en place une fréquence de contrôle semestrielle du niveau d'eau.

En séance, l'Inspection demande à l'exploitant de présenter la procédure dans laquelle cette fréquence de surveillance est indiquée, ainsi que les moyens utilisés pour la tracer. L'exploitant indique que cette fréquence n'est pas prévue officiellement dans une procédure mais qu'il l'intégrera dans sa GMAO dans les prochaines semaines afin d'assurer le suivi semestriel du contrôle du niveau de la cuve enterrée par remontée d'alerte de la GMAO.

Observation n°1 : L'observation n° 3 du rapport du 13 décembre 2024 est maintenue jusqu'à ce que l'exploitant présente des éléments indiquant que le contrôle semestriel du niveau de la cuve est formalisé dans un outil ou une procédure.

L'exploitant indique par mail en date du 20/11/2025 que les prises de la cuve enterrée ont été testées et mises en débit par les pompiers en septembre 2025. L'exploitant précise qu'il est prévu de les tester annuellement avec les pompiers. Le SDIS indique à l'exploitant que les essais réalisés ne sont que des essais d'usage (branchement notamment).

L'Inspection constate donc qu'aucun essai réglementaire n'est réalisé quant au bon fonctionnement et bon état de ces prises d'eau.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010, le bon fonctionnement des prises d'eau de la cuve enterrée n'est pas périodiquement contrôlé.

La non-conformité n°1 issue du rapport d'inspection du 13 décembre 2024 est donc maintenue. L'inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société Storengy de respecter l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral s'agissant du contrôle réglementaire des prises d'eau de la cuve enterrée de 120 m³.

L'Inspection constate que le bassin d'eau de 750 m³ en station centrale ne dispose pas de prises d'eau munies de raccords "pompiers" normalisés puisqu'il est possible de mettre en place une aspiration directement dans le bassin.

Observation n°2 : à l'occasion de la prochaine demande de modification de son arrêté préfectoral du 28/05/2010, l'exploitant inclura, le cas échéant, une demande de modification concernant la présence de prise d'eau avec raccords « pompiers » au niveau du bassin de 750 m³.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Défense incendie_Poteau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des poteaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima sur le site de la station centrale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none"> • Une pomperie incendie alimentée par le bassin de 750m³ [...] capable de fournir à chacun des 7 poteaux incendie présents sur le site de la station centrale un débit de 60 m³/h à 6 bars. [...] <p>-----</p> <p>Rapport d'inspection du 13 décembre 2024</p> <p>Observation n°4 : L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la viabilité de la solution technique actuellement mise en œuvre à moyen terme et dans l'attente de l'arrêt définitif d'exploitation potentiel du site.</p> <p>Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010, les poteaux incendie ne sont pas tous en mesure de délivrer 60m³/h à 6 bars.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par téléphone puis par mail en date du 09/01/2025, l'exploitant informe l'Inspection que le réseau incendie du site STORENGY de Saint-Clair-sur-Epte est indisponible. En effet, le contrôle des poteaux incendie du 30/12/2024 a révélé une fuite sur le réseau incendie. Il a été constaté, lors des essais, une diminution rapide et constante de la pression et du débit. La canalisation de l'ancien réseau s'est détériorée provoquant une fuite sur la partie enterrée.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas réparé la fuite pour remettre en service les poteaux car il craint d'autres fuites sur l'ancien réseau. Il précise par ailleurs qu'il n'a pas la possibilité d'isoler l'ancien réseau. L'exploitant indique réfléchir à une solution complète et compte initier une étude avec le CNPP pour disposer d'un système incendie adapté à l'activité réduite du site. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un bon de commande pour cette étude.</p> <p>Actuellement, en tant que mesure compensatoire, Storengy met à disposition son bassin incendie pour pompage par les unités mobiles du SDIS. 4 trappes ont ainsi été aménagées permettant de faciliter l'accès du bassin pour une mise en aspiration de l'eau directement au niveau du bassin de 750 m³.</p> <p>Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010, les poteaux incendie ne sont toujours pas en mesure de délivrer 60m³/h à 6 bars.</p> <p>La non-conformité n°2 issue du rapport d'inspection du 13 décembre 2024 est donc maintenue. L'inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société STORENGY de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n°A10338 du 28</p>

mai 2010 s'agissant du réseau fixe d'eau incendie.

À défaut de régularisation du réseau fixe incendie selon les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral :

- la transmission d'un porter à connaissance (PAC) demandant la modification des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie du site en activité réduite ;
 - et un avis favorable à ce PAC à la fois de l'Inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours
- valent respect de ces dispositions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Défense incendie_Pomperie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Protection de la pomperie des flux thermiques

Prescription contrôlée :

[...]

Une pomperie incendie alimentée par le bassin de 750 m³ comportant **au minimum 2 groupes de pompage (l'un en secours de l'autre, utilisant des énergies différentes)** [...]. Les 2 groupes de pompage sont efficacement **protégés des flux thermiques** en cas d'incendie. Les pomperies sont mises en route automatiquement dès l'atteinte du seuil de pression bas sur le réseau d'incendie et doivent pouvoir être démarrées manuellement au niveau de la station de pompage.

[...]

Rapport d'inspection du 13 décembre 2024

Non-conformité n°4 : En raison du problème technique lié au raccordement de l'ancienne pomperie, l'exploitant n'est pas en mesure de respecter la prescription de l'article 7.5.3 de son arrêté préfectoral.

L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la viabilité de la solution technique actuellement mise en œuvre à moyen terme et dans l'attente de la fermeture potentielle du site.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il dispose de la faculté de demander une modification de ses prescriptions en matière de ressource en eau en cas d'incendie au regard des enjeux du site et de son évolution.

Constats :

Par mail en date du 09/01/2025, l'exploitant informe l'Inspection que son réseau incendie est inopérant en raison d'une fuite sur une canalisation enterrée de l'ancien réseau (cf. point de contrôle n°3).

Quatre trappes ont été créées au niveau de la clôture du bassin afin de faciliter le passage des tuyaux de pompage du SDIS. Par mail du 27/01/2025, le SDIS rappelle à l'exploitant que cet aménagement ne peut être que provisoire. Il ne s'agit en aucun cas d'une solution pérenne ni conforme réglementairement.

En séance, l'exploitant indique que l'aménagement provisoire est toujours d'actualité. Comme indiqué dans le point de contrôle n°2, l'exploitant réfléchit à une solution complète et compte initier une étude avec le CNPP pour disposer d'un système incendie adapté à l'activité réduite du site. Il précise notamment recalculer le besoin en eau du site, sur la base du guide D9/D9A, afin de réévaluer les moyens nécessaires à mettre en œuvre, envisageant la présence de bâches en lieu et place des poteaux incendie.

Le SDIS précise en séance que les poteaux présents sur le site ont pour objectif de régler des problématiques de distance et non des problématiques de débit. Il lui apparaît donc nécessaire de disposer de poteaux sur le site. Par ailleurs, il explique que la réserve de 120m³ à l'entrée du site correspond à la fourniture en eau d'un poteau pendant 2h et est à elle seule insuffisante pour défendre l'atelier et les bureaux administratifs. Il indique enfin que les poteaux incendie situés près du bâtiment administratif sont prévus à cet effet. Le SDIS précise que la mise en place de bâches implique également des aires de mise en stationnement des moyens aériens.

L'exploitant indique avoir déjà réalisé une première étude avec le CNPP pour envisager la remise en conformité de la pomperie et des poteaux incendie. Le devis de remise en état de la nouvelle pomperie présente un coût déraisonnable. L'exploitant indique que c'est suite à ce devis qu'il s'est orienté sur le projet d'une deuxième étude relative au calcul des besoins en eau du site en exploitation réduite.

Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté interpréfectoral du 28/05/2010 et en raison de la fuite constatée, la pomperie n'alimente plus le réseau incendie.

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) sur le site Storengy de Saint-Clair-sur-Epte étant non opérationnelle depuis plus d'un an, l'inspection propose donc à Monsieur le préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société STORENGY de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté interpréfectoral n°A10338 du 28 mai 2010 s'agissant du réseau fixe d'eau incendie

À défaut de régularisation du réseau fixe incendie selon les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté interpréfectoral :

- la transmission d'un porter à connaissance (PAC) demandant la modification des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie du site en activité réduite
 - et un avis favorable à ce PAC à la fois de l'Inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours
- valent respect de ces dispositions.

Observation n°3 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'étude réalisée par le CNPP relative à la remise en conformité de la « nouvelle pomperie » et des poteaux incendie ainsi que l'étude à venir du CNPP évaluant les besoins en eau du site en activité réduite dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Défense incendie_moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 28/05/2010 article 7.5.3

L'exploitant dispose à minima sur le site de la station centrale de :

[...]

- des réserves de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site et les lances adaptées à la mise en œuvre de tels produits;
- [...]
- 2 lances à incendie et une queue de paon

L'exploitant dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés et au maniement des moyens d'intervention.

Article R. 181-46 du code de l'environnement

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Rapport d'inspection du 13 décembre 2024

Non-conformité n°3 : L'évolution de la stratégie en matière de défense incendie du site n'a pas été portée à la connaissance de l'administration contrairement aux exigences du R. 181-46 du code de l'environnement.

Observation n°5 : L'inspection demande à l'exploitant un positionnement sur les moyens d'intervention à conserver sur le site de Saint-Clair-Sur-Epte dès réception de l'étude du CNPP prévue au premier semestre 2025. Il est rappelé à l'exploitant qu'il dispose de la faculté de demander une modification de ses prescriptions en matière de ressource en eau en cas d'incendie au regard des enjeux du site et de son évolution.

Constats :

L'exploitant indique à nouveau à l'Inspection sa politique en matière de défense incendie à savoir que depuis 2016, le personnel Storengy est autorisé à intervenir uniquement sur des départs d'incendie ou des feux de petite ampleur (type feu de poubelle). Les feux de grande ampleur sont gérés dorénavant par les pompiers.

L'exploitant indique que le personnel Storengy n'est donc plus formé à l'utilisation des moyens précités, uniquement à l'utilisation des extincteurs.

Néanmoins, l'Inspection n'a toujours pas reçu de porter à connaissance relatif à la modification de la stratégie de défense incendie dans lequel l'exploitant se serait positionné sur les moyens d'intervention à conserver sur le site de Saint-Clair-Sur-Epte et par conséquent sur une demande de modification des prescriptions techniques de son arrêté préfectoral de 2010.

L'exploitant indique qu'il attendait des éléments sur la problématique de la DECI pour faire un porter à connaissance englobant tous les sujets de défense incendie. Notamment, sur le sujet des moyens d'intervention, il précise demander la suppression de la prescription concernant la présence d'émulseurs sur site, des lances et de la queue de paon, demande justifiée par le fait que le personnel n'est plus formé à son utilisation et que le site ne dispose quasiment plus de liquides inflammables. Par ailleurs, le SDIS précise ne pas utiliser les émulseurs de l'exploitant en cas d'incendie. Le SDIS n'utilisera que son matériel contrôlé, vérifié par ses soins et compatible avec

ses équipements.

Non-conformité n°4 : L'évolution de la stratégie en matière de défense incendie du site n'a pas été portée à la connaissance de l'administration contrairement aux exigences du R. 181-46 du code de l'environnement. La non-conformité n°3 issue du rapport d'inspection du 13 décembre 2024 est donc maintenue.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société STORENGY de présenter, dans un délai de 6 mois, un projet de modification des prescriptions relatives à sa stratégie de défense incendie du site prévues à l'article 7.5.3 concernant les réserves d'émulseurs, les lances à incendie, la queue de paon et l'équipe d'intervention formée au maniement des moyens d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Contenu du Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

[...]

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Rapport d'inspection du 13 décembre 2024

Observation n°6 : l'inspection demande à ce que l'exploitant transmette la mise à jour de son POI au premier semestre 2025 intégrant les éléments manquants identifiés dans ce point de contrôle.

Constats :

Par mail en date du 20/11/2025, l'exploitant indique que la mise à jour du POI intégrant les premiers prélèvements environnementaux ainsi que les moyens de défense incendie modifiés est en cours de finalisation et sera transmise d'ici décembre 2025.

Le POI est dans le circuit de signature.

**Non-conformité n°5 : Contrairement à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, le POI ne contient pas les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux.
Les moyens de défense incendie devront également être modifiés, en cohérence avec la situation actuelle de l'établissement.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Vérifications des MMR passives thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle externe (approfondi) des MMR passives thermiques

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Rapport d'inspection du 13 décembre 2024

Observation 7 : L'exploitant clarifiera les conclusions du rapport de contrôle du 11/09/2024 des MMR thermiques effectué par une société externe spécialisée pour s'assurer de la conformité de ces équipements.

Observation 8 : L'exploitant s'assurera de l'exactitude de sa liste des MMR (liste LST-0031-RevD de février 2023) et procédera, le cas échéant à des modifications de celle-ci.

→ Dans l'attente de la prise en compte des deux observations formulées ci-dessus la non-conformité n°15122023_3 est maintenue.

Rapport d'inspection du 15 décembre 2023

Non conformité n°15122023_3 : Les protections thermiques MMR ne sont pas toutes correctement vérifiées et entretenues contrairement aux dispositions de l'article 54B de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Constats :

L'exploitant transmet par mail en date du 20/11/2025 le dernier rapport de contrôle en date du 13 octobre 2025. Le compte rendu indique que les protections thermiques sont en bon état, les feuillets également. Des resserrages ont eu lieu sur la visserie et des reprises d'étanchéité ont été réalisées sur quelques points. Le compte rendu présente les photos des MMR protection thermique contrôlés. Il s'agit uniquement de MMR de nature encoffrement. Aucune MMR protection thermique de nature matelas souples n'est présentée.

Le rapport de 2025 ne présente plus d'ambiguïté quant à la conformité des MMR de nature encoffrement présentes sur le site. L'Inspection n'a pas de remarque à formuler s'agissant des suites de l'observation n°7.

Par mail en date du 20/11/2025, l'exploitant indique avoir procédé à la mise à jour de sa liste des MMR comme demandé par l'observation n°8 du rapport d'inspection du 13 décembre 2024. Cette dernière est référencée SSC-LST-0031 indice E et datée de janvier 2025.

En séance, l'exploitant présente sa liste de MMR modifiée. *Les constats de l'Inspection sont précisés en annexe confidentielle.*

L'exploitant n'est pas en mesure d'attester le contrôle de la MMR matelas souple lors du contrôle des MMR du site réalisé en octobre 2025.

Non-conformité n°6 : La non-conformité n°15122023_3 du rapport d'inspection du 15 décembre 2023 est maintenue. L'inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société STORENGY, dans un délai de 6 mois, de présenter un rapport de contrôle de toutes les MMR présentes sur le site, y compris la MMR de type matelas souple conformément aux dispositions de l'article 54B de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : ATEX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-4

Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence des produits en zone ATEX

Prescription contrôlée :

Article L.557-4

Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.

Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.

Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.

Article L.557-30

L'exploitant d'un produit ou d'un équipement mentionné à l'article L. 557-28 détient et met à jour un dossier comportant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation.

Visite d'inspection du 15/12/2023 :

Non-conformité n°15122023_2: L'exploitant ne maintient pas à jour le recensement de ses équipements présents en zone ATEX et il n'a pas apporté tous les correctifs pour les non-conformités identifiées dans l'audit de 2020 réalisé par une société externe spécialisée. Dans ce cadre, il ne peut pas justifier que l'ensemble des équipements présents en zone ATEX respectent les exigences de l'article L. 557-4 du code de l'environnement, en particulier, qu'ils disposent du bon niveau de protection ATEX par rapport à la zone ATEX dans laquelle ils sont présents.

Constats :

L'exploitant indique avoir réalisé un nouvel audit d'adéquation ATEX en décembre 2024 et présente ce rapport daté du 18/12/2024 lors de la visite. L'exploitant indique avoir construit un tableau de suivi des équipements ATEX sur la base de ce rapport.

L'Inspection consulte ce tableau et note les éléments suivants :

- le site dispose d'environ 1000 équipements présents en zone ATEX, ils sont positionnés en station-centrale ou sur les plateformes puits, ces dernières peuvent présenter des zones ATEX en cas de défaillance d'un équipement. Environ 600 à 1000 équipements sont présents sur les zones ATEX de la station-centrale,
- des équipements relevant du projet FSRU (projet d'inversion du sens de cheminement du gaz mis en service en 2024) sont intégrés au recensement des équipements présents en zone ATEX. Il apparaît donc que le recensement a été mis à jour,
- S'agissant de la station-centrale qui présente des zones ATEX "pérennes", environ 402 équipements sont indiqués comme étant en non-conformité par rapport au zonage ATEX dans lequel ils se placent. L'Inspection constate toutefois que la majorité de ces non-conformités sont en lien avec un dossier manquant, il demeure toutefois 158 autres non-conformités recensées sur la station-centrale (c.a.d. en dehors des problématiques liées à un dossier manquant). La nature des non-conformités et le potentiel enjeu de sécurité sont variables.
- parmi les non-conformités relevées dans l'audit d'adéquation, 10 ont été traitées au jour de l'Inspection.

→ En conclusion de ce constat, l'Inspection constate que l'exploitant a mis à jour son recensement des équipements présents en zone ATEX et a examiné leur adéquation par rapport aux zonages dans lesquels ils se placent. Ceci permet de répondre à une partie de la non-conformité n°15122023_1. En revanche, de multiples non-conformités ont été relevées, avec des enjeux variables en termes de sécurité. Ainsi, jusqu'à la mise en place des correctifs, l'exploitant ne peut pas justifier du respect des exigences de l'article L. 557-4 du code de l'environnement, en particulier, que les équipements disposent du bon niveau de protection ATEX par rapport à la zone ATEX dans laquelle ils sont présents.

La non-conformité n°15122023_1 est remplacée par la suivante :

Non-conformité n°7 : L'exploitant n'a pas apporté tous les correctifs pour les non-conformités identifiées dans l'audit d'adéquation ATEX de 2024 réalisé par une société externe spécialisée. Dans ce cadre, il ne peut pas justifier que l'ensemble des équipements présents en zone ATEX respectent les exigences de l'article L. 557-4 du code de l'environnement, en particulier, qu'ils disposent du bon niveau de protection ATEX par rapport à la zone ATEX dans laquelle ils sont présents.

Pour répondre à cette non-conformité, l'Inspection attend que l'exploitant établisse un plan d'action de remise en conformité, en tenant compte, notamment des enjeux de sécurité associés aux non-conformités (c'est à dire en définissant une priorisation).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : ATEX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-30
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des produits en zone ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L.557-30 L'exploitant d'un produit ou d'un équipement mentionné à l'article L. 557-28 détient et met à jour un dossier comportant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation.</p> <p>Article L.557-29 L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> <p>-----</p> <p>Visite d'inspection du 15/12/2023 :</p> <p>Non-conformité n°151220232_3: Pour les deux équipements présents en zone ATEX examinés, l'exploitant ne dispose pas d'un dossier, facilement disponible, comprenant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation (notamment certificat de conformité et notice d'utilisation) contrairement aux dispositions du L.557-30. Dans ce cadre, il n'est pas en mesure de justifier l'adéquation de son exploitation avec les préconisations du fabricant.</p> <p>S'il apparaît acceptable que les recommandations d'exploitation soient définies, en tenant compte des préconisations du fabricant, au niveau national pour l'ensemble des équipements génériques employés sur les sites exploités par Storengy, l'exploitant doit préciser son organisation générale pour s'assurer que les modes d'exploitation des équipements situés en zone ATEX soient conformes aux préconisations du fabricant. Plus particulièrement, sur les deux équipements examinés, Storengy justifiera l'adéquation entre les préconisations du fabricant et l'exploitation réalisée.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> pour les capteurs de position de vannes "11MV9-1" et "11MV8-1" de marque BIFI : <ul style="list-style-type: none"> certificat ATEX pour une protection de type II2GD INERIS du 08/12/2003 référencé n°INERIS 03 ATEX0161X pour l'enveloppe de l'interrupteur ; dossier technique pour l'actionneur (opérateur pneumatique rappel à ressort avec commande manuelle mécanique) du 23/07/2008 ; pour le détecteur gaz : manuel d'utilisation du détecteur gaz ULTIMA X-Séries dans lequel sont reportés les certificats ATEX indiquant que ces équipements sont conformes à la directive ATEX 94/9/CE, Annexe III. <p>Par sondage les inspecteurs examinent sur site le respect de la longueur de câblage maximale</p>

préconisée pour un détecteur gaz situé au niveau de l'électro-compresseur n°3 par rapport au manuel d'utilisation et constatent que celle-ci est cohérente.
→ Ces éléments permettent de répondre à la non-conformité n° 15122023-3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Incident MSU compression

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, analyse de l'évènement

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

RÈGLEMENT (UE) 2024/1787 du 13 juin 2024 concernant la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie et modifiant le règlement (UE) 2019/942

Article 16 - Déclaration des événements d'éventage et de torchage

Les exploitants notifient aux autorités compétentes les événements d'éventage et de torchage:

- a) causés par une urgence ou un dysfonctionnement; ou
- b) d'une durée totale de 8 heures ou plus sur une période de 24 heures à partir d'un événement unique.

La notification visée au premier alinéa est effectuée sans tarder après l'événement et, au plus tard, dans les 48 heures à compter du début de l'événement ou du moment où l'exploitant en a eu connaissance, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III.

Par dérogation au premier alinéa, le torchage contrôlé ayant lieu pendant les arrêts est déclaré dans le rapport annuel.

2. Les exploitants soumettent aux autorités compétentes des rapports annuels sur tous les événements d'éventage et de torchage visés au paragraphe 1 du présent article et à l'article 15, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III et dans le cadre du rapport pertinent visé à l'article 12.

Visite d'inspection du 19/11/2024 :

Observation 9 : Dans le cadre du prochain rapport annuel d'exploitation, Storengy précisera, son avancée dans la mise en œuvre du plan d'action de l'événement n°ACC-23-00556 et la prise en compte, au niveau national de cet événement.

Constats :

En réponse, Storengy indique que l'évènement a bien été considéré au niveau national (il s'agissait d'un accident matériel à « perte haute sur l'environnement » survenu en 2023). Les actions définies lors de l'analyse de l'évènement sont finalisées hormis une action concernant l'investigation sur l'ensemble des causes de déclenchement de l'équipement incriminé qui est toujours en cours.

Lors de la visite d'inspection, la fiche relative à cet accident (n° ACC-23-00556) est consultée dans la base de données dédiée au recensement et l'analyse des écarts. L'exploitant indique que les redresseurs ont été remplacés et qu'une autre technologie d'onduleur/redresseur a été mise en place. Il transmet un justificatif attestant de ce remplacement. De ce fait, l'action n°1 est soldée. Il indique que les autres actions, encore ouvertes dans la fiche sont caduques du fait du remplacement de la technologie onduleur/redresseur.

Observation n° 4: Il conviendra que l'exploitant mette à jour le suivi des actions correctives dans la fiche relative au suivi de cet événement.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Vérifications des MMR passives thermiques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B
Information confidentielle : D'après la liste LST-0031-RevD de février 2023, les canalisations aériennes en entrée et sortie de filtres aspiration sont de type matelas souples. Les modifications concernent notamment la traduction de l'anglais du type de MMR à savoir encoffrement rigide pour les canalisations aériennes en entrée et en sortie des filtres d'aspiration. La source du plan d'implantation des MMR ainsi que le nom du fichier ont également été ajoutés. L'Inspection constate qu'il est indiqué pour les canalisations aériennes situées à proximité des vannes de configuration A, B, C et C', une MMR encoffrement souple. Lors de la visite du site, l'Inspection constate effectivement une MMR type matelas souple entre deux encoffrements rigides. Cette MMR matelas souple n'apparaît pas au rapport de contrôle du 13 octobre 2025 que ce soit dans le corps du rapport ou sur les photos. Bien que placée entre deux MMR encoffrement rigide, le doute subsiste quant au contrôle effectif de cette MMR de type matelas souple.